



## *L'extrême droite face au pouvoir : influence et tensions*

Benjamin Biard

**D**ans différents pays européens, l'extrême droite est en capacité d'accéder au pouvoir dans des gouvernements de coalition ou de peser de l'extérieur sur l'action des autorités. Ces situations conduisent non seulement à des changements politiques, mais aussi à des questionnements et à des tensions à l'intérieur même des partis de cette tendance. Par ailleurs, l'usage des réseaux sociaux par l'extrême droite lui permet d'élargir son influence. Éclairages de Benjamin Biard autour de ces thématiques.

Quel est votre avis sur les stratégies d'entrisme et d'infiltration des partis classiques dans les pays où l'extrême droite est plus faible ? Le fait que des partis plus traditionnels se radicalisent impacte-t-il ou non l'extrême droite, et dans quelle mesure ?

On peut trouver certains cas très intéressants à analyser, particulièrement en Europe centrale et orientale, typiquement avec la Hongrie et la Pologne. En Hongrie, le Fidesz est un parti conservateur – certains diront ultraconservateur – qu'on qualifiera de « traditionnel » dans le paysage politique hongrois. Le Fidesz et son leader se sont retrouvés dans l'opposition au début des années 2000 et ont vu apparaître la concurrence de deux formations d'extrême droite, le MIÉP et le Jobbik. Pour tenter de récupérer son électorat, le Fidesz s'est radicalisé. Dans un premier temps, il s'est réapproprié les enjeux classiques de l'extrême droite, notamment migratoires ou identitaires, prônant une politique restrictive à l'égard des populations Rom – question très spécifique à l'Europe centrale et orientale. Ensuite, il a littéralement adopté les propositions électorales du Jobbik ; peut-être pas les plus radicales, mais on en arrive à ce qu'un Viktor Orban se prononce en faveur du rétablissement de la peine de mort. Cela ne s'est pas traduit en décision mais cela montre jusqu'où cette stratégie peut mener. Face à cela, la stratégie du Jobbik a été de se déradicaliser quelque peu, en disant : « Voyez, nous ne sommes pas aussi radicaux qu'on le dit puisque, non seulement certaines de nos propositions sont mises en œuvre par les partis traditionnels, mais ils vont même encore plus loin que nous ». Lors d'un entretien dans le cadre de mes recherches avec un vice-président du Jobbik hongrois, ce dernier m'expliquait que, selon lui, en définitive, le parti d'extrême droite d'aujourd'hui, c'est le Fidesz, tandis que le Jobbik est devenu un parti plus classique, moins extrême. Et très concrètement, dans la perspective des prochaines élections, une coalition se forme avec notamment les socialistes, les écologistes et l'extrême droite du Jobbik face à Viktor Orban et son Fidesz, considéré aujourd'hui par cette opposition comme « le diable absolu ».

En Pologne, l'extrême droite a pu intégrer un gouvernement, au début des années 2000. On a observé alors une radicalisation de l'action gouvernementale dans l'adoption des politiques publiques. Mais cela a aussi permis, d'une certaine manière, de faire chuter fortement l'extrême droite, puisqu'aujourd'hui, la Ligue des familles polonaises a disparu du Parlement et n'est plus active politiquement. En revanche, le PiS (Droit et justice), un parti plutôt traditionnel et conservateur, domine le jeu politique, et met en œuvre lui-même, de manière directe puisqu'il est au pouvoir, un certain nombre de propositions formulées par l'extrême droite. On en revient à la distinction que je pointais entre organisations et idéologie : en Pologne, le parti d'extrême droite – la Ligue des familles polonaises – a certes perdu en intensité, mais les idées qu'il portait se sont bel et bien maintenues et se concrétisent par des décisions publiques qui sont adoptées.

**Lors de la formation du gouvernement fédéral en Belgique, si les informateurs et le roi n'avaient pas rencontré le Vlaams Belang, cela n'aurait-il pas donné à ce dernier l'opportunité de se poser en victime et de se renforcer ?**

La victimisation est en effet un élément sur lequel les partis d'extrême droite jouent beaucoup. En Belgique, cela a contribué à créer des tensions au sein du Vlaams Belang. La question au centre du débat était : est-ce bien la peine de tenter de se légitimer, de se dédramatiser pour percer ce plafond de verre électoral et exercer le pouvoir ? Ne vaut-il pas mieux maintenir notre posture radicale et jouer de cette victimisation pour gagner des voix et surtout de l'influence depuis l'opposition ? Cette même tension a divisé le Front national français dans les années 1990, à l'époque où le numéro deux du parti, Bruno Mégret, développait cette stratégie de dédramatisation. Ce débat pourrait bien diviser à nouveau le Vlaams Belang, lorsqu'il sera concrètement confronté à la possibilité d'aller ou non au pouvoir. Aujourd'hui, très clairement, il le souhaite, mais il n'y est pas encore. Si la question se pose un jour véritablement, on pourra mesurer jusqu'où cette tension affecte ce parti ou l'extrême droite de manière générale. La victimisation contribue à la renforcer mais aussi à la diviser le cas échéant. L'attitude du Palais et des informateurs lorsqu'ils rencontrent le VB envoie un signal à son électorat, qui en a fait le deuxième parti de Flandre et du pays – et d'après les sondages actuels, il deviendrait même le premier parti. Il s'agit de dire qu'on a compris ou qu'en tout cas, on veut tenter de comprendre le message des électeurs et des électrices.

**Le reportage sur Schild en Vrienden réalisé pour le magazine « Pano » de la VRT a-t-il provoqué un électrochoc en Flandre ?**

Le reportage de « Pano » a sans doute contribué, à l'époque, à « diaboliser » Schild en Vrienden. Cette organisation était à l'origine une page Facebook, créée en 2017, à l'intention d'adhérents militants de la cause flamingante, soit l'aile la plus radicale du mouvement flamand, avec des points de vue très marqués sur le plan identitaire. Mais si ce reportage a permis de montrer leur vrai visage, il a aussi contribué à donner un grand coup de projecteur à cette organisation, que beaucoup ne connaissaient pas, ni en Belgique ni à l'étranger ; le reportage a donc également aidé à la renforcer. Je parle de l'étranger parce qu'on a vu par exemple la stratégie de réseautage à l'étranger de son leader Dries Van Langenhove, auprès de Génération identitaire en France, et aussi auprès du Fidesz hongrois d'ailleurs.

**L'extrême droite agit-elle encore aujourd'hui au sein de partis traditionnels, comme cela a eu lieu avec l'expérience du Cepic au sein du PSC jusque dans les années 1980 ? Est-ce que cela a pu se produire plus récemment et selon quelles modalités ?**

Il y a un potentiel pour l'extrême droite de se développer ou pour certaines idées d'extrême droite de trouver un terreau au sein de formations plus traditionnelles ou bien d'organisations qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement partisans. On peut penser à Schild en Vrienden, qui est d'abord une organisation positionnée sur le plan communautaire ou identitaire flamand, diffusant un discours d'extrême droite. C'est donc une tendance qui existe encore aujourd'hui, mais peut-être de manière moins marquée. Il faut aussi rappeler que le Cepic n'était pas une organisation d'extrême droite mais il a été gangrené par des éléments d'extrême droite, ce qui a notamment conduit Gérard Deprez, à l'époque président du parti, à prendre une position ferme par rapport à cette organisation interne du PSC.

**La participation au pouvoir agit-elle finalement en faveur ou en défaveur de l'extrême droite ?**

Si l'on examine les cas de partis d'extrême droite, à l'étranger, qui ont gouverné au niveau national, généralement en coalition, et si l'on analyse les conséquences que cela a entraînées pour eux, notamment sur le plan électoral, on constate qu'il n'y a pas de réponse très tranchée à cette question. Certains partis d'extrême droite se sont littéralement divisés ou ont implosé suite à une participation au pouvoir. C'est le cas pour le parti Laos (Alerte populaire orthodoxe) en Grèce, qui intègre un gouvernement d'union nationale en 2011, dans le cadre de la crise économique et financière que connaît le pays. Sa participation au pouvoir ne dure que quelques mois mais contribue à le lamener parce qu'un gouvernement de coalition implique de faire des compromis. Par conséquent, ce parti d'extrême droite aux positions très affirmées a dû mettre à l'arrière-plan son côté radical, ce que n'ont pas apprécié ses électeurs et électrices. Cette participation au pouvoir l'a donc affaibli. Au scrutin suivant, il n'avait plus aucun représentant. Mais cela a par contre contribué à renforcer une autre forme d'extrême droite, incarnée par Aube dorée, un parti néonazi plus radical encore, qui existait depuis une vingtaine d'années mais n'avait jamais réussi à percer véritablement ni à décrocher de siège au sein du Parlement grec. Elle y est arrivée singulièrement à ce moment, avec la récupération notamment de l'électorat de Laos. Dans ce cas-ci, donc, la participation au pouvoir d'un parti d'extrême droite a, certes, contribué à l'affaiblir, mais aussi à en renforcer un autre.

D'autres cas, comme celui de l'UDC (Union démocratique du centre), permettent cependant d'observer un résultat inverse. En Suisse, l'UDC est un parti qu'on ne reconnaît pas toujours comme étant issu de la famille d'extrême droite. Pourtant, selon les critères qui permettent de définir un parti d'extrême droite et selon le consensus qui existe dans le monde scientifique, il est légitime de le situer de ce côté de l'échiquier politique. L'UDC, parti très important en Suisse, est au pouvoir depuis plusieurs dizaines d'années. Dans le cadre de la « formule magique » (mécanisme par lequel les mêmes partis bénéficient toujours ou presque du même nombre de sièges au sein du gouvernement fédéral de large coalition nationale, et qui est un accommodement suisse), l'UDC bénéficie de deux postes ministériels fédéraux. Et depuis une vingtaine d'années, il est le premier parti politique au sein du Conseil national (l'équivalent de notre Chambre des représentants). Malgré sa participation au pouvoir, antérieure à sa mue vers l'extrême droite, ce parti continue

donc d'exister et parvient même à compter comme un parti de première importance sur le plan politique.

En Italie, Matteo Salvini et la Ligue du Nord et puis la Ligue, ont participé au pouvoir à plusieurs reprises. M. Salvini, qui a alterné des périodes d'opposition et de participation au gouvernement ces dernières années, n'est pas annoncé perdant dans les sondages en vue des prochaines élections.

L'impact d'une participation ou non au gouvernement est donc variable. La stratégie qui vise à faire participer les partis d'extrême droite au pouvoir pour les forcer à montrer leur vrai visage et espérer ainsi que leur électorat s'en détourne n'est peut-être pas la meilleure. À l'inverse, craindre qu'une participation au pouvoir contribuera automatiquement à les renforcer, comme en Suisse, n'est pas nécessairement vrai non plus. Je pense que beaucoup d'éléments contextuels entrent en jeu, notamment les stratégies que ces partis adoptent une fois arrivés au pouvoir, et qu'il faut faire preuve de prudence dans l'analyse.

Mais il y a un point important à prendre aussi en compte quand on examine cette question. Quelles sont les mesures que ces partis prennent lorsqu'ils sont associés au pouvoir ? Et là, on voit clairement que les droits des migrantes et des migrants ou des minorités, par exemple, sont altérés par ces participations. La fortune électorale de ces partis n'est donc pas le seul élément à considérer.

**Au niveau du gouvernement fédéral belge, une chape de plomb est posée sur la question de la régularisation des sans-papiers. N'est-ce pas le signe que l'idéologie xénophobe de l'extrême droite a gagné pour l'instant ?**

Il est exact qu'en Belgique aussi, l'extrême droite parvient à exercer une influence depuis l'opposition, même avec une faible représentation (c'était le cas pour la législature précédente). Certes, de façon moins visible mais non moins bien présente. Et dans l'actuelle législature, cette présence est plus importante puisque le Vlaams Belang détient 18 sièges à la Chambre des représentants.

Cette influence, l'extrême droite l'exerce en imposant certains thèmes à l'agenda, en parvenant à exercer sur les autres partis une pression telle qu'elle les force à adopter des positions proches des siennes, jusqu'à un certain point en tout cas. Souvenons-nous que si Bart De Wever et la N-VA ont fait chuter le gouvernement Michel en décembre 2018, c'est à propos de la ratification par la Belgique du Pacte de Marrakech portant sur des questions migratoires. Le contexte est particulier : les élections locales, communales et provinciales d'octobre viennent d'avoir lieu et le Vlaams Belang a opéré une remontée spectaculaire dans un certain nombre de localités. Un scrutin multiple est prévu le 26 mai 2019. C'est dans ce contexte précis, concurrencé ou poussé dans le dos par le Vlaams Belang, que la N-VA a pris cette décision. Je pense qu'il s'agit là d'un très bon exemple du type de pression que les partis traditionnels (et pas seulement la N-VA) subissent de la part de l'extrême droite, et de la manière dont ils y répondent, en plaçant une focale davantage sur certains thèmes que sur d'autres, et par l'adoption de mesures qui répondront à un contexte particulier.

Un autre exemple intervient dans le contexte terroriste de 2015 (attentats en France, démantèlement d'une cellule terroriste à Verviers, etc.). Ce contexte conduit le gouvernement de l'époque, sans même que l'extrême droite soit intervenue, à élargir les cas de figure pour lesquels la déchéance de nationalité peut être prononcée en Belgique.

En France, c'est encore plus flagrant : on voit un gouvernement socialiste (le président est alors encore François Hollande) proposer d'inscrire dans la Constitution la question de la déchéance de la nationalité. Proposition de nature purement symbolique. Cette question existait déjà dans le droit français. Mais voilà un gouvernement de gauche qui propose d'aller plus loin en la matière, et ce sous la pression, à l'époque, de la droite de Nicolas Sarkozy mais aussi du Front national, dont les leaders ont d'ailleurs été reçus par le président dans le cadre de ses consultations préalables au dépôt de cette proposition. On voit bien ici comment s'opère la stratégie d'influence : l'extrême droite martèle son message pendant des mois, des années voire des décennies. Et lorsque le contexte s'y prête particulièrement bien, lorsqu'une crise intervient – qu'elle soit migratoire ou sécuritaire (comme les attentats terroristes, ou l'affaire Dutroux) –, cela permet de réactiver son message, ses propositions et d'exercer une pression telle sur les partis traditionnels, notamment via l'opinion publique, qu'ils sont obligés ou se sentent obligés – ce n'est pas nécessairement la même chose – d'aller sur le terrain de l'extrême droite, dans une ampleur qui peut être variable.

**Généralement, dans le cadre des coalitions, les partis traditionnels « neutralisent » leur programme. Cela ne favorise-t-il pas un « message clair » qui viendrait alors seulement des extrêmes ?**

Un gouvernement de coalition nécessite bien entendu – et particulièrement aujourd'hui avec sept partis représentés au sein du gouvernement fédéral – de faire des compromis. Et ce n'est pas nécessairement facile. On le voit par exemple dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire. Des tensions peuvent aisément émerger, parce que gouverner ensemble nécessite des compromis entre des partis qui ne défendent pas nécessairement les mêmes lignes sur le plan socio-économique, communautaire ou culturel, ou sur le plan des valeurs de manière plus générale.

Pour comprendre comment l'extrême droite se positionne par rapport à cette logique du compromis, il est intéressant de revenir sur les origines du Vlaams Belang, qui s'appelait alors le Vlaams Blok. Ce parti se développe en 1979, en réaction à l'adoption du Pacte d'Egmont – qui concerne, pour le dire simplement, la préparation de la deuxième réforme de l'État ou de ce qui devait être la deuxième réforme de l'État, en 1977. À ce moment, la Volksunie participe au pouvoir. Et un certain nombre de représentants et membres de la Volksunie font défection ou ont déjà fait défection auparavant, considérant qu'on est en voie de conclure un accord sur la base d'un compromis qui n'est pas acceptable. Rejetant la logique même de compromis, c'est une vision radicale qui est promue par ceux qui fondent et rejoignent le Vlaams Blok. La question qui se pose ici est donc de savoir si l'extrême droite, lorsqu'elle est au pouvoir, est capable de faire des compromis. La tension qui divise, évoquée tout à l'heure, comprend évidemment cette question : lui faudra-t-il mettre trop « d'eau dans son vin » et avec quelles conséquences ?

**Dans quelle mesure les collaborations internationales entre les partis d'extrême droite, voire avec des droites radicales, constituent-elles un danger pour demain ?**

Il y a quelques années, on a eu l'occasion d'observer que la collaboration internationale n'est pas nécessairement facile entre les partis d'extrême droite. Le conseiller de Donald Trump, Steve Bannon, avait créé « The movement », un grand mouvement qui devait unir l'extrême droite (il ne l'appelait pas ainsi, évidemment) en vue des élections européennes de 2019, afin de provoquer un raz-de-marée brun lors de ces élections. Or, si l'extrême

droite a réalisé de bonnes performances électorales lors des élections européennes dans un bon nombre de pays, ce n'est pas du tout grâce à cette organisation, dont on n'entend d'ailleurs plus du tout parler. En ce qui concerne la collaboration au niveau du Parlement européen, tous les partis d'extrême droite ne siègent pas au sein du même groupe politique. Et la constitution d'un groupe politique autour de Marine Le Pen avec, par exemple, Geert Wilders pour le Vlaams Belang et Geert Wilders pour le PVV des Pays-Bas, n'a pas été simple non plus. Il a fallu attendre juin 2015, soit un an après les élections européennes de 2014, pour qu'apparaisse ce groupe politique qui rassemble certaines forces d'extrême droite mais pas toutes. D'autres partis ont choisi de siéger dans d'autres groupes politiques et un certain nombre d'élus ou d'élues siègent en tant qu'indépendants ou indépendantes. Bref, des collaborations ont lieu, mais comme ces formations sont généralement eurosceptiques et très nationalistes, elles sont plutôt de nature technique et répondent à l'enjeu de dégager des moyens, notamment budgétaires, qui peuvent leur être utiles et qui nécessitent la formation d'un groupe politique. La collaboration peut aussi prendre la forme de partis politiques européens ; ce qui est encore différent. Le parti Nation, par exemple, est membre d'un parti politique européen. Il n'a pas de mandataires politiques dans les parlements, que ce soit au niveau régional, fédéral ou même européen, mais il a contribué à la construction de ce parti politique européen dans un but purement technique : aller chercher de l'argent européen pour pouvoir développer des actions au niveau belge. C'est ce qui avait d'ailleurs permis à ce parti de pouvoir louer des locaux à Bruxelles, au Square de Meeûs. Cela avait fait grand débat à l'époque et avait beaucoup mobilisé les acteurs antifascistes. Les collaborations peuvent donc avoir de l'impact, mais elles restent, sur le fond, particulièrement faibles.

### **En quoi l'usage des réseaux sociaux lors des élections, qui est de plus en plus intensif, peut-il être problématique ?**

À propos des réseaux sociaux, j'ai évoqué tout à l'heure le budget faramineux que le Vlaams Belang a dépensé dans la perspective des élections du 26 mai 2019. Et, bien sûr, je pense que les réseaux sociaux contribuent considérablement à accroître la force de l'extrême droite et son assise dans l'opinion publique. Ce n'est pas un phénomène propre à l'extrême droite, mais celle-ci parvient, tout particulièrement sur un territoire comme la Belgique francophone où elle fait face à un cordon sanitaire médiatique bien présent, à court-circuiter les intermédiaires entre elle et son électorat ou ses sympathisants et sympathisantes pour diffuser des messages. De plus, et cet élément est sans doute plus secondaire mais reste à souligner dans le contexte actuel, c'est aussi une manière pour elle de se victimiser. Par exemple, lorsque son groupe Facebook ou sa page Twitter sont suspendus, suite à la publication d'un message plus ou moins haineux ou raciste. Récemment, Tom Van Grieken s'est vu fermer son compte Twitter. Il a abondamment communiqué à ce sujet pour se positionner comme victime du système, de manière générale. Cela contribue à le repositionner dans la compétition électorale.

Cet article est paru sous le titre « Questions à Benjamin Biard » dans : Mouvement ouvrier chrétien, « Obscurités & lumières, extrême droite, démocratie, mouvement social - La 99<sup>e</sup> Semaine sociale du Mouvement ouvrier chrétien », collection *Politique*, n° 5, octobre 2021, p. 34-41.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Benjamin BIARD, « L'extrême droite face au pouvoir : influence et tensions », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 25 novembre 2021, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).